

**The OCTOBER CRISIS****Appendix J**

**“The Petition of the Sixteen Eminent Personalities”,  
delivered at a press conference, Wednesday evening, 14 October 1970,  
at the Holiday Inn, Sherbrooke St. West, Montreal  
and published in Le Devoir on 15 October 1970 at pp. 1 and 6**

L'affaire Cross-Laporte est avant tout un drame québécois. Les deux otages sont, l'un un citoyen du Québec, l'autre un diplomate dont la fonction en faisait temporairement un concitoyen avec le même droit au respect de sa vie et de sa dignité d'homme que chacun d'entre nous.

Les gens du FLQ, d'autre part, sont une fraction marginale de ce même Québec, mais font quand même partie de notre réalité, car l'extrémisme fait partie de l'organisme social, en même temps qu'il en dénote le mauvais état et peut le mettre en péril mortel.

Le sort de deux vies humaines, la réputation et l'honneur collectif de notre société, le danger qu'elle court présentement d'une dégradation sociale et politique, tout cela rend évident pour nous le fait que c'est premièrement au Québec que réside et doit résider la responsabilité de trouver la solution et de la faire appliquer.

Certaines attitudes extérieures, dont la dernière et la plus incroyable est celle du Premier ministre Robarts d'Ontario, s'ajoutant à l'atmosphère de rigidité *déjà presque militaire* que l'on peut déceler à Ottawa, risquent à notre avis de réduire le Québec et son gouvernement à une impuissance tragique.

Devant toute menace à l'équilibre des structures qu'elles sont chargées de maintenir, il est normal que les autorités établies aient toujours à faire un effort surhumain pour accepter de traiter et de faire des compromis. Sur ce plan, nous croyons que le Québec et son gouvernement sont vraiment chargés du mandat moral et de la responsabilité, détenteurs de la connaissance des faits et du climat qui permettent de décider à bon escient.

D'autant plus que nous redoutons, dans certains milieux non québécois en particulier, la terrible tentation d'une politique du pire, c'est-à-dire l'illusion qu'un Québec chaotique et bien ravagé serait enfin facile à contrôler par n'importe quel moyen. C'est pourquoi, oubliant la variété des attitudes que nous pouvons avoir sur une foule de sujets, conscients uniquement pour l'heure d'être Québécois et à ce titre vitalement impliqués, nous tenons à donner notre appui le plus pressant à la négociation d'un échange des deux otages contre les prisonniers politiques – et ce, envers et contre toute obstruction de l'extérieur du Québec, ce qui implique nécessairement le concours positif du gouvernement fédéral.

Et nous invitons instamment tous les citoyens et groupements qui partagent notre point de vue à le faire savoir publiquement dans les plus brefs délais.

Les signataires de la déclaration sont: MM. René Lévesque, président du Parti Québécois; Alfred Rouleau, président de l'assurance-vie Desjardins; Marcel Pepin, président de la CSN; Louis Laberge, président de la FTQ; Jean-Marc Kirouac, président de l'UCC; Claude Ryan, directeur du DEVOIR; Jacques Parizeau, président du Conseil exécutif du PQ; Fernand Daoust, secrétaire général de la FTQ; Yvon Charbonneau, président de la CEQ; Mathias Rioux, président de l'Alliance des professeurs de Montréal; Camille Laurin, chef parlementaire du Parti Québécois; Guy Rocher, professeur de sociologie à l'U. de M.; Fernand Dumont, directeur de l'Institut supérieur des sciences humaines à l'université Laval; Paul Bélanger, professeur de sciences politiques à l'université Laval; Raymond Laliberté, ex-président de la CEQ; Marcel Rioux, professeur d'anthropologie de l'U. de M.

**Translation of “Petition of the Sixteen Eminent Personalities”,  
delivered at a press conference, Wednesday, 14 October 1970 at 9:00 p.m,  
at the Holiday Inn, Sherbrooke St. West, Montreal,  
and published in *Le Devoir* on 15 October 1970**

The Cross-Laporte affair is above all a Quebec drama. Of the two hostages, one is a citizen of Quebec, the other is a diplomat whose functions make him temporarily a fellow citizen with the same right to life and personal dignity that each of us enjoys.

The members of the FLQ, on the other hand, are a tiny fraction of this same Quebec, but they are still a part of our reality, because extremism is a part of society in

general. At the same time extremism denotes a major problem and may put us in mortal peril.

The fate of two human lives, the reputation and the collective honour of our society, the danger of social and political degeneration, makes it self-evident to us that it is Quebec which has responsibility for finding and carrying out a solution and must put it into effect.

Some outside commentaries, the most recent and most incredible of which is that of Premier Robarts of Ontario, [*John Robarts had issued a call for “a general war” against the FLQ and, at the same time, had made a biting attack on the Parti Québécois.*], adding to the atmosphere of virtual military rigidity that can be detected in Ottawa, in our opinion threaten to reduce Quebec and its government to tragic impotence.

Faced with every threat to the equilibrium of the society that they are charged with maintaining, it is natural that the authorities should make a superhuman effort to negotiate and arrive at a compromise. We believe that Quebec and its government have indeed the moral mandate and responsibility to do so, particularly because their familiarity with the facts and of public opinion will enable them to decide wisely and well.

We are reinforced in our position by the fear that, especially in some non-Quebec circles, there exists the terrible temptation of “the policy of the worst course” (“*politique du pire*”), which is to say that Quebec in a chaotic and ravaged state will be easy to keep under control. That is why, leaving aside our differences on a whole panoply of subjects, and keeping in mind, for the moment, the unique fact that we are vitally concerned Québécois, we wish to give our most urgent support to negotiating an exchange of the

two hostages for the political prisoners, which necessarily implies, despite any obstruction, that may come from outside Quebec, the cooperation of the federal government.

And we immediately invite all citizens and groups who share our point of view to make known their approval, within the shortest delay.

(The signatories of the petition are Messrs. René Lévesque, président du Parti Québécois; Alfred Rouleau, président de l'Assurance-vie Desjardins; Marcel Pepin, président de la C.S.N.; Louis Laberge, président de la F.T.Q.; Jean-Marc Kirouac, président de l'U.C.C.; Claude Ryan, directeur du DEVOIR; Jacques Parizeau, président du Conseil exécutif du P.Q.; Fernand Daoust, secrétaire général de la F.T.Q.; Yvon Charbonneau, président de la C.E.Q.; Mathias Rioux, président de l'Alliance des professeurs de Montréal; Camille Laurin, chef parlementaire du Parti Québécois; Guy Rocher, professeur de sociologie à l'U. de M.; Fernand Dumont, directeur de l'Institut supérieur des sciences humaines à l'Université Laval; Paul Bélanger, professeur de sciences politiques à l'université Laval; Raymond Laliberté, ex-président de la C.E.Q.; Marcel Rioux, professeur d'anthropologie de l'U.de M.)